

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

n°CCATP/25/02 du 29.04.2025



ACCORD-CADRE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Fourniture et acheminement de GAZ naturel
et services associés
pour le SILO SICA**

Consultation n°2025/CONSU/02 du 29 avril 2025

**Société d'Intérêt Collectif Agricole
Société de construction et d'exploitation de silos
au Port-Rhénan de Colmar/Neuf-Brisach
Siret : 916 320 732 00016
1 place de la Gare – CS 40007
68001 COLMAR CEDEX**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture et acheminement de GAZ naturel & services associés pour le SILO SICA
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée de l'accord cadre	36 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
1.5 - Critères d'attribution des marchés subséquents	7
2 - Pièces contractuelles.....	8
3 - Intervenants.....	8
3.1 - Cotraitance.....	8
4 - Confidentialité.....	8
5 - Protection des données à caractère personnel	8
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	9
5.2 - Obligations du titulaire.....	9
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	9
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	9
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	9
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	9
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations....	10
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	10
5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	10
5.2.8 - Sort des données	10
5.2.9 - Délégué à la protection des données	10
5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	10
5.2.11 - Documentation	11
5.3 - Obligations de l'acheteur.....	11
6 - Durée et délais d'exécution.....	11
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	11
6.2 - Durée du contrat	11
7 – Prix du marché subséquent	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Composition des prix.....	12
7.3 - Prix de la fourniture	12
7.4 - Prix liés aux coûts d'acheminement et aux taxes (CTA/TICGN/TVA)	12
7.5 - Prix des prestations de service	12
7.6 - Modalités de variation des prix.....	12
8 - Garanties Financières.....	15
9 - Avance.....	15
10 - Modalités de règlement des comptes	16
10.1 - Présentation des demandes de paiement.....	16
10.2 - Délai global de paiement.....	16
10.3 - Paiement des sous-traitants.....	17

11 - Conditions d'exécution des prestations	17
11.1 – Périmètre.....	17
11.2 - Continuité de la fourniture	17
11.3 - Relations avec le gestionnaire du réseau	18
11.4 - Prestations associées	18
11.5 - Suivi des marchés.....	19
11.6 - Engagement du titulaire	20
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	20
12.1 - Vérifications.....	20
12.2 - Décision après vérification	20
13 - Modification du contrat.....	20
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	20
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	20
13.3 - Changement de références bancaires	20
13.4 - Changement en cours d'exécution du marché	20
13.5 - Cas fortuits et force majeure	21
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
15 – Pénalités	21
15.1 – Dispositions générales	21
15.2 – Pénalités pour retard dans la fourniture d'énergie.....	21
15.3 – Pénalités pour non-conformité des prestations	21
15.4 – Défaut de gestion du rattachement ou détachement du PCE	21
15.5- Pénalité pour travail dissimulé	22
16 - Assurances.....	22
17 - Clause de réexamen.....	22
18 - Résiliation du contrat	23
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	23
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	23
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	23
19 - Règlement des litiges et langues.....	23
20 - Droits d'accès aux informations nominatives	24
21 - Dérogations	24

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la **fourniture, l'acheminement de gaz naturel et les services associés pour le SILO SICA**.

1.2 - Décomposition du contrat

Dans le cadre du présent marché, l'allotissement n'a pas été retenu pour les raisons suivantes :

Unicité du besoin :

Le marché concerne un unique point de comptage (PCE). Par nature, un PCE est techniquement et contractuellement lié à un seul fournisseur, ce qui exclut toute division en lots sans compromettre la gestion et l'exécution du contrat.

Contraintes techniques et de gestion :

Le gestionnaire du réseau (GRDF ou autre) ne permet pas la coexistence de plusieurs contrats de fourniture pour un même PCE. Un allotissement serait donc techniquement irréalisable et sans objet.

Par conséquent, l'acheteur justifie l'absence d'allotissement par l'unicité du besoin et les contraintes techniques propres à la fourniture de gaz sur un gros PCE.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est Multi-attributaires avec maximum en quantité, il est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de **marchés subséquents mono-attributaires**.

L'accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés subséquents passés sur son fondement.

Pour les achats d'énergie non stockable qui donnent lieu à un accord-cadre, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre précisent la période durant laquelle a lieu la fourniture d'énergie. La quantité exacte de gaz à fournir durant la durée des marchés subséquents ne peut pas être déterminée à l'avance.

Cette quantité est constatée à l'issue de la période mentionnée dans le marché et ne pourra pas dépasser le maximum en quantité défini.

Quantité maximale pour la durée de l'accord-cadre : 30 GWh

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par le pouvoir adjudicateur en fonction de la survenance des besoins et de l'état du marché de l'énergie.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre. Chaque marché subséquent indiquera la durée qui lui est propre et ne comportera pas de clause de tacite reconduction.

Le dernier marché subséquent ne pourra en aucun cas excéder la date de fin d'exécution du **31 Août 2028**.

Pour chacune des mises en concurrence des marchés subséquents, chaque titulaire présentera son offre conformément au présent CCATP, à la lettre de consultation et aux éventuels additifs inscrits dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

La remise en concurrence sera effectuée via la Plate-forme des Achats de l'Etat, par la diffusion aux co-attributaires de l'accord-cadre d'un courriel d'invitation à concourir.

Le SILO SICA invitera l'interlocuteur désigné au sein de chaque titulaire de l'accord-cadre – et dont les coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, courrier électronique) auront été préalablement indiquées par les titulaires de l'accord-cadre – à remettre une offre pour le marché subséquent.

Le délai envisagé sur lequel s'engage le pouvoir adjudicateur pour attribuer le marché subséquent sera fixé pour chaque marché subséquent dans la lettre de consultation.

Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence par dépôt sur la plateforme qui comportera l'acte d'engagement, la lettre de consultation, le bordereau de prix, le Détail estimatif quantitatif et qui précisera les délais et les conditions de remise des offres :

Seules les offres remises au plus tard à la date et l'heure limite indiquée sur la lettre de consultation et qui respecte ses prescriptions seront considérées. Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

La date effective de début de fourniture sera nécessairement postérieure à la date de notification du marché subséquent. Elle tiendra compte des délais inhérents à la procédure de changement de fournisseur, incluant notamment l'ensemble des démarches du titulaire.

Les offres remises dans le cadre des marchés subséquents engagent les titulaires de l'accord-cadre. Lors de la passation des marchés subséquents, les parties contractantes se laissent la possibilité d'apporter des additifs aux termes fixés dans l'accord-cadre, sans toutefois apporter de modifications substantielles.

Les titulaires de l'accord-cadre devront remettre leur offre de façon dématérialisée sur la plateforme de dématérialisation des Achats de l'Etat « PLACE » (site <https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Les modalités de remise des offres seront définies dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Nota : les titulaires de l'accord-cadre se font un devoir de répondre aux mises en concurrence du Pouvoir adjudicateur. En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

En cas d'absences répétées et non justifiées d'offres (plus de deux fois sur la durée de l'accord), l'accord-cadre pourra être résilié à l'égard du titulaire fautif.

Seules les offres remises au plus tard à la date et l'heure limite indiquées sur la lettre de consultation et qui respecte ses prescriptions seront considérées. Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, soit d'attribuer le marché au titulaire de l'accord-cadre dont l'offre est économiquement la plus avantageuse dans le respect des critères d'attribution des marchés subséquents, soit de renouveler la consultation à une date ultérieure, soit de ne pas attribuer le marché subséquent aux titulaires de l'accord-cadre. Dans ce cas, les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Les titulaires de l'accord-cadre sont informés de l'acceptation ou du rejet de leur offre par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Les échanges dématérialisés seront privilégiés pour leur rapidité.

1.5 - Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix Le prix sera évalué en fonction d'une simulation de commande sur la base d'une estimation de volume annuel avec une répartition 70% BLOC et 30% SPOT. La simulation prendra en compte l'ensemble des composantes de prix remis par le titulaire.	80.0
2- Valeur technique Reprise de la note obtenue pour la valeur technique lors de l'attribution de l'accord-cadre qui sera pondérée à 20 %	20.0

Appréciation de la valeur économique : prix

L'appréciation du critère « prix » sur la base d'une simulation de commande sera faite selon la formule :

= Offre de prix la moins disante x pondération / Offre de prix étudiée

L'offre de prix retenue dans la simulation de commande du candidat sera le coût total cumulé de la fourniture et l'acheminement de gaz, sur la période du marché subséquent, pour le PCE , toutes taxes et contributions comprises, étant précisé que les prix utilisés pour cette simulation sont :

- les Prix de fourniture, renseignés par le fournisseur dans le bordereau des prix et dont la typologie sera indiquée dans les pièces du marché subséquent (€ HTT/MWh),
- la Contribution Tarifaire d'Acheminement (CTA) (€HTVA /an),
- les Composantes de l'ATRD/ATRT en vigueur calculées et mentionnées au bordereau des prix par le coordonnateur, pour garantir l'égalité de traitement des titulaires, étant précisé que les composantes de l'ATRT et de l'ATRD en vigueur renseignées par le coordonnateur sont utilisées à seule fin de dépouillement,
- les Taxes et contributions en vigueur calculées et mentionnées au bordereau des prix, pour garantir l'égalité de traitement des titulaires, étant précisées que ces composantes en vigueur renseignées par le coordonnateur sont utilisées à seule fin de dépouillement.

Les prix indiqués dans les pièces financières du marché subséquent seront obligatoirement des prix arrondis à la deuxième décimale après la virgule.

Il est à noter que le site du marché n'est pas soumis aux certificats d'économies d'énergie.

Remarque : les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées, et c'est le montant ainsi corrigé qui sera pris en considération pour le jugement de l'offre. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

2.1 Pour l'accord-cadre :

- l'Acte d'Engagement « AE » de l'accord-cadre,
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières « CCATP »,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 MARS 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- les Lois relatives au secteur de l'énergie, les décrets et les textes d'application,
- le Mémoire Méthodologique (questionnaire) et l'offre du titulaire,

2.2 Pour les marchés subséquents :

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent seront les suivantes :

- les documents régissant l'accord-cadre énumérés à l'article 12.1 du présent document,
- l'Acte d'Engagement « AE » et son annexe financière « BPU », propres à chaque marché subséquent,
- la Lettre de Consultation, propre à chaque marché subséquent, qui détaillera notamment avec précision les prestations attendues,
- les Lettres de Confirmation d'Achat établies tout au long de l'exécution des marchés subséquents, actant les achats des volumes BLOC.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

Dans le cas d'un groupement, le mandataire est dans tous les cas, solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles et à ne divulguer aucune des informations auxquelles il aura accès (sous forme de documents, de fichiers ou de communications) avant la signature, pendant l'exécution et après l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage également à ne faire aucun usage (notamment commercial), même sous forme indirecte des informations auxquelles il aura accès et à ne les transmettre à aucun tiers.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est la durée du marché.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à joseph.kihn@port-rhenan.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courriel avec accusé réception

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la fin d'exécution du contrat.

5.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La notification d'un marché subséquent n'emporte pas début de fourniture. En revanche, elle engage le titulaire du marché à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations telles que décrites dans le CCATP ainsi que de l'ensemble des engagements contenus dans son mémoire technique.

Pour le 1^{er} marché subséquent, la date de début de fourniture le 01/09/2025

La date d'achèvement des prestations sera indiquée dans le marché subséquent.

6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa notification

La durée des marchés passés sur la base de l'accord-cadre sera fixée dans les marchés subséquents.

A titre indicatif, la notification de l'accord-cadre interviendra en juin 2025.

6.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Pour le premier marché subséquent la date de démarrage sera au 01/09/25 minuit.

7 – Prix du marché subséquent

Les marchés subséquents sont des « contrats uniques » dont le coût de l'acheminement est répercuté à l'euro/l'euro sans marge (le prestataire jouera le rôle de l'intermédiaire entre le gestionnaire de réseau de distribution et le client), et incluant la responsabilité d'équilibre avec les services associés.

Les prix des marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **jour** de remise des offres des marchés subséquents.

Les montants des règlements seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont exprimés hors taxes. Les taux et assiettes de calcul des différentes taxes et contributions seront précisés dans le DQE à titre indicatif sur la base des tarifs en vigueur au moment de la remise des offres

Les prix de la fourniture de gaz, de son acheminement et de son abonnement sont renseignés dans le DQ

Les prix sont mixtes, ils comprennent à la fois des prix unitaires et forfaitaires.

7.2 - Composition des prix

Les prix sont réputés contenir toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution du marché, qu'il s'agisse de la livraison de gaz jusqu'au PCE (fourniture, commercialisation, etc.) et des services associés.

Les prix facturés dans le cadre du marché sont :

- le prix de la fourniture de l'énergie
- les tarifs d'acheminement de l'énergie de gaz naturel jusqu'au lieu de livraison,
- les prix figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire du réseau de distribution, refacturés à l'euro, sans marge ni frais par le Titulaire dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution réalisées à la demande du Pouvoir Adjudicateur : mise en service, modification des profils, etc...
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture de l'énergie.

Le titulaire est tenu de dissocier sur ses factures :

- ✓ la fourniture de gaz (en euros HT/MWh),
- ✓ Les différentes composantes de l'acheminement qui est reversé à l'euro, sans marge ni frais au GRD selon les barèmes en vigueur (en euros HT)
- ✓ les taxes et contributions (TICGN, CTA en euros HT) ainsi que la TVA.

7.3 - Prix de la fourniture

Les prix de la fourniture de l'énergie tel que défini ci-dessus couvrent notamment :

- les coûts de l'énergie pour la fourniture du PCE
- les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations conduites par le Titulaire, décrites dans les documents de la consultation.

Les prix sont exprimés en euros Hors Toutes Taxes (€ HTT).

7.4 - Prix liés aux coûts d'acheminement et aux taxes (CTA/TICGN/TVA)

Les coûts liés à l'acheminement, au coût proportionnel de soutirage et aux taxes seront refacturés à l'euro, sans marge, ni frais.

Concernant l'acheminement de gaz, les prix remis sont fournis à titre indicatif, conformément couts en vigueur à la date de remise de l'offre. Le titulaire s'engage à informer le SILO SICA de toute évolution à la hausse et à la baisse de l'ATRD et ATRT.

Il s'engage également à répercuter à l'euro près sur ses factures, à la hausse comme à la baisse, les nouvelles dispositions régissant les prix liés à l'acheminement sans aucun surcoût additionnel. Dans ce cas, le titulaire joindra à la facture concernée le texte applicable et la fiche de calcul détaillée.

7.5 - Prix des prestations de service

Les prestations sont indissociables de la fourniture de gaz et leur prix est réputé intégrer au prix de cette fourniture.

7.6 - Modalités de variation des prix

7.6.1 Les prix de la fourniture sont à prix révisables et déterminables Bloc+Spot DA

La révision du coût s'effectue selon la formule suivante :

$$\text{Prix molecule}(m) = \frac{[V_{\text{bloc}}(m) * (\text{Prix}_{\text{bloc}}(m) + P0_{\text{bloc}})] + \sum_i [(V_{\text{réel}}(j) - V_{\text{bloc}}(j)) * (\text{Spot}_{\text{DA}}(j) + X(j) * P0_{\text{DA}})]}{V_{\text{réel}}(m)}$$

Avec :

- Prix molécule (m) : en €/MWh, prix de la molécule pour le mois m
- V_bloc (m) : en MWh, volume du bloc fixé pour le mois m
- Prix_bloc (m) : en €/MWh, prix moyen résultant de l'achat des blocs fixés sur le mois m
- P0_bloc : en €/MWh, Constante proportionnelle au volume de consommation, telle que renseigné dans le bordereau des prix par le candidat et qui contient l'ensemble des coûts précisés à l'article 7 du CCATP commun à l'accord-cadre et au marché subséquent mais aussi l'ensemble des coûts associés aux prises de positions selon la formule de fixation : profilage, frais d'accès au marché, autre
- Σi : somme pour tous les jours j du mois m, avec i= 1 à 28, 29, 30 ou 31 selon le mois de l'année
- V_réel (j) : en MWh, volume réellement consommé le jour j
- V_bloc (j) : en MWh, volume du bloc fixé pour le jour j, avec $V_bloc(j) = V_bloc(m) \div \text{nombre de jours du mois m}$
- Spot_DA (j) : en €/MWh, prix settlement PEG Day-Ahead et Week-End "End Of Day" pour le jour j, publiés par EEX pour chaque jour de livraison du mois m considéré
- X(j) :
 - Est égal à 1 si le volume de bloc fixé est inférieur au volume réellement consommé ($V_réel(j) - V_bloc(j) > 0$) et qu'il est nécessaire d'acheter le complément au Spot_DA = la constante P0_DA s'ajoute
 - Est égal à -1 si le volume de bloc fixé est supérieur au volume réellement consommé ($V_réel(j) - V_bloc(j) < 0$) et qu'il est nécessaire de vendre le surplus au Spot_DA = la constante P0_DA se soustrait
- P0_DA : en €/MWh, Constante proportionnelle au volume de consommation, telle que renseigné dans le bordereau des prix par le candidat et qui contient l'ensemble des coûts précisés à l'article 7 du CCATP commun à l'accord-cadre et au marché subséquent mais aussi l'ensemble des coûts associés aux prises de positions selon la formule de fixation : profilage, frais d'accès au marché, autre
- V_réel (m) : en MWh, volume réellement consommé le mois m

1. Prix contractuels lors de la signature du marché subséquent :

À la signature du marché subséquent, les prix contractuels doivent être clairement définis et approuvés. Ils sont fermes pour toute la durée d'exécution du marché subséquent :

- **Constantes P0_bloc et P0_DA :**
Les **constantes P0_bloc** (pour le bloc) et **P0_DA** (pour le Spot DA) seront contractuellement définies à la signature du marché subséquent. Ces constantes sont définies à partir du bordereau des prix du candidat et contiennent l'ensemble des coûts associés aux prises de positions, comme les frais de profilage, les frais d'accès au marché, etc.
- **le Montant de l'Abonnement fournisseur éventuel**
- **le Montant de la Marge éventuelle sur l'achat et la revente Spot**

Ces éléments sont fixés à la signature du marché subséquent car ils sont basés sur des informations disponibles au moment de la signature du contrat et ne dépendent pas directement des volumes consommés ou des prix de marché qui fluctuent durant l'exécution du marché.

2. Prix non déterminables à la signature, mais à déterminer en cours d'exécution :

Certains prix, qui dépendent des fluctuations du marché ou des volumes consommés durant l'exécution du marché, ne peuvent pas être fixés lors de la signature du marché et doivent être déterminés en cours d'exécution, à savoir :

Prix molécule (Prix molécule(m)) :

Ce prix est calculé en fonction des volumes réels consommés et des prix du marché (Bloc + Spot DA). Ainsi, le prix molécule, qui dépend de la consommation réelle de gaz ($V_réel(m)$) et du prix Spot DA, ne peut pas être déterminé de manière précise à la signature du marché. Il sera calculé mensuellement, en fonction des volumes réellement consommés et des prix spot appliqués pour chaque jour du mois.

- **Prix du bloc (Prix_bloc) :** Le prix exact des blocs sera déterminé à chaque achat pendant l'exécution du marché, en fonction des conditions du marché à ce moment-là.
- **Volume réellement consommé ($V_réel(j)$ et $V_réel(m)$) :**
Le volume réellement consommé, tant au niveau quotidien ($V_réel(j)$) que mensuel ($V_réel(m)$), doit être observé et mesuré au fur et à mesure de l'exécution du marché. Il n'est pas possible de le déterminer à la signature du marché car il dépend de la consommation effective qui peut varier.
- **Prix Spot DA (Spot_DA(j)) :**

Le prix Spot DA, qui dépend du marché de l'électricité (PEG Day-Ahead), sera déterminé quotidiennement et sera utilisé pour ajuster le prix final en fonction de l'évolution du marché de gaz. Ce prix n'est pas connu à la signature du marché.

- **Calcul des ajustements $X(j)$:**

L'ajustement $X(j)$, qui dépend des différences entre le volume de bloc fixé et le volume réellement consommé ($V_{\text{réel}}(j) - V_{\text{bloc}}(j)$), est également déterminé en cours d'exécution du marché. Il influence l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix selon qu'il faut acheter ou vendre du gaz au prix Spot DA

En résumé :

- **Prix contractuels à la signature :**
 - Constantes $P0_{\text{bloc}}$ et $P0_{\text{DA}}$
 - Montant de l'abonnement fournisseur éventuel
 - Montant de la marge éventuelle sur l'achat et la revente Spot
- **Prix à déterminer en cours d'exécution :**
 - Prix molécule (Prix molécule(m))
 - Prix du bloc (P_{bloc})
 - Volume réellement consommé ($V_{\text{réel}}$)
 - Prix Spot DA ($\text{Spot}_{\text{DA}}(j)$)
 - Ajustement $X(j)$

LES ACHATS DE BLOCS :

Les achats des blocs de gaz seront réalisés en plusieurs fois au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins réels de consommation. **Ces achats seront effectués par le titulaire du marché, qui agit sur demande ou via la mise en place d'un mandat de fixation à l'initiative du pouvoir adjudicateur.**

Modalités d'achat des blocs :

1. **Décision d'achat :**
 - les achats seront réalisés progressivement en fonction de la stratégie d'achats du SILO SICA et de l'évolution du marché.
 - le pouvoir adjudicateur définira des volumes cibles pour chaque période afin de garantir une couverture minimale de la consommation.
 - le **pouvoir adjudicateur informera le titulaire** du volume de blocs à acheter par **notification écrite (courriel, lettre officielle, ou autre moyen convenu)**. Le SILO SICA pourra donner mandat à la société Mon Courtier Energie pour l'exécution de cette partie du contrat.
2. **Processus d'achat titulaire**
 - le titulaire est chargé d'acheter les blocs de gaz nécessaires à l'exécution du marché, selon les orientations définies par le pouvoir adjudicateur.
 - Chaque transaction devra respecter un cadre défini dans le CCATP
3. **Encadrement des prix des blocs :**
 - Un suivi des prix sera assuré, avec possibilité d'adapter la stratégie d'achat en cas de fluctuations importantes.
4. **Justification des achats :**
 - Le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur un récapitulatif des achats effectués, indiquant les volumes, les prix, et les justificatifs des transactions réalisées sur le marché.

Le prix du bloc de gaz naturel sera déterminé au moment de la cotation, valable pendant 30 minutes maximum. Le titulaire sera sollicité pour l'achat des blocs nécessaires à la fourniture de gaz tout au long de l'exécution du marché, en fonction des volumes nécessaires à couvrir la consommation réelle. Le titulaire aura la responsabilité de procéder à l'achat des blocs de gaz sur le marché, selon les conditions définies précédemment par le SILO SICA.

Les volumes de consommation de gaz naturel seront déterminés en fonction des besoins réels du SILO SICA, qui peuvent varier en fonction de la période de récolte et du taux d'humidité des grains.

7.6.2 les autres prix

Conformément aux modalités contractuelles régissant le contrat unique, le titulaire du marché assurera le paiement auprès du GRD des sommes dues pour l'accès au réseau de distribution. Dans le cadre de cette prestation, le titulaire du marché s'engage à facturer strictement les montants dus au GRD au titre de l'accès au réseau.

Le titulaire s'engage à répercuter dans le cadre du présent marché toute modification des tarifs d'accès au réseau public de distribution qui interviendrait en cours de marché.

Les variations à la hausse comme à la baisse du tarif d'utilisation du réseau public de gaz seront répercutées au réel intégralement dans les prix.

Conformément aux dispositions du Décret n° 67.464 du 17 juin 1967 et de la circulaire du 15 septembre 1967 du Ministre de l'Economie et des Finances, « si le taux ou l'assiette des taxes perçues sur les affaires varie entre la date limite de dépôt des offres et l'époque du fait générateur de la taxe, le prix règlement tiendra compte de cette variation ».

En outre, durant la durée du contrat, toute modification, changement de taux ou de montant, création ou suppression de taxes, impôts ou redevances, grevant directement ou indirectement les prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse soit en baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Ainsi les prix suivants peuvent varier :

Le Prix du Gaz Naturel sera révisé chaque mois par application de la formule indiquée à l'article 7.6(Modalités de variation des prix).

Les compléments de Prix prévus dans les contrats d'acheminement (transport et distribution) facturés au Fournisseur par les Exploitants au titre des dépassements de la capacité journalière souscrite seront refacturés intégralement au Client.

De plus le Fournisseur sera en droit de répercuter, à l'euro l'euro, tout changement qui viendrait modifier la réglementation en vigueur ainsi que tout changement technique qui pourrait avoir un impact sur la facturation. A titre d'exemple, il est possible de citer :

- Evolution des coûts relatifs l'ATRD et ATRT,
- Evolution des coûts relatifs au stockage,
- Evolution des coûts relatifs à un changement de profil de consommation,
- Evolution des coûts relatifs à un changement de CAR,
- Evolution des coûts relatifs à un changement de modulation de stockage,
- Evolution des coûts relatifs à un changement de capacité,
- Evolution des coûts relatifs à un regroupement de Points de Livraison,
- Evolution des coûts relatifs aux taxes et contribution ;

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

9-1 conditions de versement de l'avance et de remboursement

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles L.2191-2 à L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après.

En application à l'article L.2191-3 du Code de la commande publique, le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées au cours de l'accord-cadre.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-12 du Code de la commande publique. Elle ne pourra être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande, conformément à l'article R.2191-8 du Code de la commande publique, à laquelle il ne peut être substitué une caution personnelle et solidaire.

9-2 garanties financières de l'avance

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10 - Modalités de règlement des comptes

Toutes les composantes tarifaires de fourniture, acheminement, taxes, charges et contributions, sont détaillées et facturées mensuellement, à consommations et termes échus, sans acompte ni dépôt de garantie préalables.

Les factures élaborées suivant les consommations communiquées par le Gestionnaire de Réseau comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- les points de livraison concernés et les données techniques,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le prix unique de la molécule de gaz,
- les frais de soutirage GRD éventuels,
- les composantes d'acheminement éventuelles,
- les relevés d'index de comptage en KWh,
- les quantités consommées communiquées par le gestionnaire de réseau exprimées en KWh/MWh,
- le taux et le montant de la T.V.A, des taxes, charges et contributions,
- les montants exprimés en €/MWh HTT et TTC,
- la date d'établissement de la facture,
- les conseils de suivi et d'optimisation.

10.1 - Présentation des demandes de paiement

Les factures doivent rappeler les références du marché/accord-cadre et, le cas échéant, du marché subséquent (le numéro et la date du marché), indiquer la période d'exécution des prestations facturées et être accompagnées des relevés justifiant l'exécution des prestations.

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

Les factures devront parvenir à l'adresse mail suivante : factures@port-rhenan.fr

Siège social :

SILO SICA – Port Rhénan de Neuf/Brisach
1 Place de la gare – CS 40007
68001 COLMAR CEDEX

NOTA BENE : l'envoi de la facture devra être envoyée 15 jours avant la date de prélèvement

En cas d'absence de relève, le titulaire pourra facturer sur la base d'une estimation. Cette estimation devra être cohérente avec les consommations d'une période similaire de l'année précédente.

Cette estimation devra être régularisée :

- Soit à partir de la relève transmise par le pouvoir adjudicateur,
- Soit à partir de la relève effectuée postérieurement par le gestionnaire du réseau.

10.2 - Délai global de paiement

Le paiement des factures se fera par prélèvement automatique du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 15 jours à compter de la date de réception de la facture conforme et du service fait

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Suspension de délai

Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement du titulaire ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, elle peut suspendre le délai de paiement. Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément au CCAG FCS.

Il doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, toutes les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert.

Demande de précisions :

Pour toute demande de précisions ou d'explications sur les modalités d'évolution des composantes de la facturation, le titulaire d'un marché subséquent s'engage à :

- accuser réception par mail sous 24 heures
- apporter une réponse provisoire écrite sous 5 jours ouvrés
- adresser une réponse complète écrite sous 21 jours ouvrés

10.3 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11.1 – Périmètre

Le marché ne concerne qu'un seul PCE :

N°	Nom du bâtiment ou du site à desservir	Adresse du site/bâtiment à desservir	Consommation annuelle de référence (CAR) en kWh	PROFIL	Numéro du Point de Comptage et d'Estimation (PCE)
1	SILO SICA	ZI PORTUAIRE 68600 VOLGELSHEIM	3 487 551	P013	GI098866

Afin de permettre aux candidats de proposer leur meilleure offre, l'acheteur autorise les fournisseurs d'énergie à collecter, auprès du gestionnaire de réseau concerné, les données techniques du PCE

11.2 - Continuité de la fourniture

La mise en place du marché ne devra occasionner aucune rupture de l'alimentation en gaz.

En cas de grève, ou de toute autre indisponibilité, la continuité du service doit être assurée.

Il est formellement spécifié, qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le SILO SICA et le titulaire du marché ne peuvent être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée de la prestation.

Le prestataire devra communiquer un numéro de téléphone du "service des astreintes" pour une intervention immédiate en cas de dysfonctionnement constaté dans la livraison de gaz.

Le titulaire désignera un correspondant dédié à ce marché. En cas de réclamation écrite, le titulaire s'engage à prendre contact dans un délai de deux jours ouvrés.

11.3 - Relations avec le gestionnaire du réseau

La qualité de la fourniture et la continuité d'approvisionnement sont de la responsabilité du gestionnaire du réseau. Le candidat précisera dans sa réponse les garanties de continuité de service.

Le comptage de la fourniture d'énergie est effectué par les appareils de mesure du gestionnaire du réseau de distribution. Seuls ces comptages font foi y compris les estimations réalisées par le gestionnaire de réseau.

Le relevé des consommations du PCE est effectué une fois par mois.

Exceptionnellement à la suite d'un problème technique ou de relève, le titulaire prévoit une facture sur estimation, cette facture sera obligatoirement régularisée le mois suivant par un relevé sur site.

Le titulaire d'un marché subséquent avec contrat unique, en sa qualité de seul intervenant autorisé auprès du gestionnaire de réseau concerné vérifie et effectue la mise à jour des données techniques et informe par écrit le SILO SICA des modifications apportées, à tout moment au cours du marché.

Opérations préalables à l'exécution des prestations de bascule

A compter de la notification du marché, le titulaire du marché procède à l'ensemble des démarches afin de respecter la date de début de fourniture de gaz.

Le titulaire établit un « fichier périmètre » reprenant la liste et les caractéristiques des points de livraison (PDL, dénomination, adresse, profil, etc.).

11.4 - Prestations associées

Suivi des consommations et des facturations

Le titulaire pourra mettre à disposition du SILO SICA un espace internet sécurisé lui permettant de consulter ses données contractuelles, l'historique de ses consommations, les règlements effectués et la visualisation et le téléchargement des factures. Cet espace dédié devra permettre l'export de l'ensemble des données, à minima au format Excel ou compatible.

Le fournisseur présentera dans son offre une notice claire détaillant les services disponibles du service client en ligne ou autre dispositif permettant de télécharger les données de consommation du site. Les outils proposés par le service client devront être présentés, la qualité pédagogique et/ou de communication de ces documents sera considérée.

Les besoins souhaités sont notamment les suivants :

- Outil de suivi permettant d'obtenir les tableaux de bord des consommations site par site et les états de facturation :
 - Consommation mensuelle par site,
 - Historique des consommations,
 - Factures et bilan de facturations (avec consultation des règlements effectués et visualisation et téléchargement des factures),
 - Gestion et administration du compte client (consultation des données contractuelles),
 - Consommations et dépenses annuelles par sites ou par regroupement de site, avec le détail des données mensuelles,
 - Alertes paramétrables en cas de dérive des consommations,
 - Feuillet de gestion.

Le titulaire assurera le suivi des consommations des différents comptes et mentionnera sur ses factures les évolutions des consommations.

Le titulaire devra fournir un rapport annuel consolidé :

Feuillets de gestion annuels

Le Titulaire de chaque marché subséquent transmettra chaque année (pour le 28 février de l'année N+1 au plus tard), et à la fin du marché sur toute la période du marché, un feuillet de gestion, comprenant à minima, pour le PCE :

- l'identification du PCE,
- les consommations mensuelles par période,
- les coûts de fourniture, d'acheminement et les taxes ;

Des graphiques pourront illustrer ces données.

Ces documents seront transmis au format .xls ou compatible au SILO SICA soit par email, ou à l'occasion d'une réunion annuelle.

Si le fournisseur ne dispose pas d'un espace client en ligne offrant les fonctionnalités requises pour le suivi des consommations et des facturations, il est essentiel que celui-ci mette en place des alternatives pour répondre aux besoins exprimés ci-dessus.

Alerte sur dérives de consommation et alerte dépassement d'engagement

Le titulaire met à disposition du SILO SICA un service d'alertes par mail en cas de dérive de consommation. Le candidat expliquera ses conditions dans le cadre de son offre.

11.5 - Suivi des marchés

Cet article présente les besoins de base en matière de suivi de marché et de relation commerciale. Ces éléments sont complétés par les dispositions figurant dans le questionnaire (mémoire technique) du titulaire qui deviennent ainsi contractuelles.

Le titulaire est tenu d'assurer un suivi personnalisé, permanent et de qualité. A ce titre, il formalise dans son mémoire technique l'organisation et les moyens qu'il juge les plus pertinents afin d'assurer le suivi attendu.

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié pour le suivi du marché et plus généralement pour tout ce qui touche à la relation clientèle. Cet interlocuteur a toute qualité pour traiter les questions techniques, économiques et administratives dans le cadre du présent marché.

Le représentant désigné par le titulaire comme interlocuteur du SILO SICA est précisé dans le mémoire technique du titulaire.

En cas de changement d'interlocuteur au cours de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à en aviser le SILO SICA par écrit et, sauf cas de force majeure, avant le remplacement de l'interlocuteur désigné. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que le changement d'interlocuteur n'ait aucun impact sur la qualité du suivi.

Des réunions pourront être organisées à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire en fonction des besoins.

Lors de ces réunions, l'interlocuteur désigné par le titulaire soumettra toute proposition qui permettrait d'améliorer le marché subséquent. Il mobilisera toute expertise pouvant s'avérer nécessaire dans la conduite et l'optimisation du marché subséquent. Il est également tenu d'exercer une veille permanente des éventuelles anomalies relatives aux points de livraison figurant au périmètre du marché et d'en alerter sans délai le représentant du SILO SICA.

Un compte-rendu sera transmis par le titulaire au représentant du SILO SICA dans un délai maximum de 5 jours ouvrés suivant la tenue de chaque réunion.

En cas de question du SILO SICA sur les aspects contractuels, le titulaire s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de 3 jours ouvrés. Lorsque la réponse nécessite une sollicitation du gestionnaire de réseau par le titulaire, le délai est allongé du temps correspondant au temps de réponse du gestionnaire de réseau.

11.6 - Engagement du titulaire

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux engagements contractuels prévus au présent marché.

Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le site ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission, ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission, dans le cadre défini par les documents de la consultation. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire, soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des conditions définies dans le questionnaire.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Modification du contrat

13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du SILO SICA.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, le SILO SICA procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, le SILO SICA procédera à la résiliation du marché.

13.3 - Changement de références bancaires

En cas de modification du RIB, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un nouveau RIB dans les plus brefs délais.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le SILO SICA n'aurait pas été informé.

13.4 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. Le SILO SICA se réserve le droit de modifier le présent contrat.

13.5 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché. Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour le SILO SICA.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 – Pénalités

15.1 – Dispositions générales

Sauf disposition contraire ci-après, le CCAG-FCS s'applique pleinement

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue pour l'application des pénalités de retard.

Le plafond global des pénalités applicables est fixé à 2 % du montant estimé annuel du marché.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable,

Les différents manquements peuvent donner lieu à des pénalités cumulables, sauf en cas de relation de cause à effet directe entre deux d'entre elles, auquel cas seule la plus élevée est appliquée.

Si le montant des pénalités ne peut être préempté, il donnera lieu à l'émission d'un titre de recette.

15.2 – Pénalités pour retard dans la fourniture d'énergie

Sauf faute imputable au transporteur ou au distributeur de gaz naturel, toute interruption de fourniture sur un site entraîne l'application, de plein droit, des pénalités suivantes :

- 150 € HT par jour de retard et par PCE concerné,
- en sus, les pénalités éventuellement infligées par les gestionnaires de réseau du fait du manquement seront intégralement supportées par le titulaire.

15.3 – Pénalités pour non-conformité des prestations

Les prestations sont réputées non conformes lorsqu'elles ne respectent pas les exigences contractuelles :

a) Non-conformité

- le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande de mise en conformité, adressée par simple courriel,
- en cas de non-conformité répétée ou d'absence de réponse, une pénalité de 15 € HT par jour calendaire et par document est appliquée à compter du 11^e jour suivant la notification.

b) Indisponibilité des outils de suivi / données de consommation

- En cas de dysfonctionnement d'accès aux outils numériques ou aux données de consommation non résolu dans un délai de 48h suivant une notification par courriel, une pénalité de 30 € par jour calendaire est appliquée pour chaque jour de non-disponibilité au-delà de ce délai.

15.4 – Défaut de gestion du rattachement ou détachement du PCE

En cas de retard dans la gestion du rattachement ou du détachement d'un PCE, et après relance formelle ayant permis de vérifier que le blocage est imputable au titulaire :

- Une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard sera appliquée jusqu'à régularisation

15.5- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - ✓ en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
 - ✓ en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - ✓ si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 2 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer sans indemnités un titulaire de l'accord-cadre au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations et si le candidat ne remet pas d'offres à des marchés subséquents à plus de deux reprises.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles : R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles : R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Droits d'accès aux informations nominatives

Le titulaire regroupe dans ses fichiers clientèle et marketing des données à caractère personnel relatives au SILO SICA. Ces fichiers sont déclarés à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés dans le cadre de la loi "Informatique et Libertés" N°78-17 du 6 janvier 1978. Ils ont notamment pour finalité la gestion du marché, la facturation et les opérations de marketing.

Les données collectées sont utilisées par le titulaire pour gérer les relations commerciales avec le SILO SICA et, à cet égard, ne pourront être utilisées à des fins de prospection commerciale ou opérations de marketing sans l'autorisation écrite du SILO SICA.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services